

L'hiver des métamorphoses ?



■ Quelques jours après ce samedi 1^{er} décembre où l'émeute a débordé d'un peu partout et dans une situation qui ressemble de plus en plus à une crise de régime, nous nous penchons de nouveau sur ce mouvement des Gilets jaunes qui, le temps passant, manifeste de plus en plus clairement des aspirations qui nous paraissent les relier à un projet émancipateur historiquement défini dont les deux caractéristiques majeures sont probablement l'aspiration à la démocratie directe et le refus de toute mise en cause de son autonomie.

En conclusion d'un texte de bilan sur le mouvement social du printemps dernier, l'un d'entre nous notait ici même : « Confusément, parfois massivement, ont émergé de cette printanière "insurgence", des sécessions, des sorties de route, des désertions, des refus d'obéissance, une méfiance des anciennes formes admises de la contestation sociale : l'ouverture d'une perspective cavalière, en somme, avec un déplacement des imaginaires vers l'ailleurs, l'inattendu, le non-balisé, le contourné. On pourrait y voir un début. Pour avoir quelques chances de résister, ensemble, au processus généralisé de dégradation programmée des dernières formes de vie acceptables, pour en réinventer de nouvelles, désirables, les modes d'association à venir devront forcément dépasser tous les cadres référentiels des anciennes appartenances idéologiques, stratégiques et identitaires fixes en se situant clairement dans une pratique de sécession réinventée, pensée, capable de redonner "sens au sens commun" (Arendt), ouverte à toutes les expérimentations. Il n'est désormais de critique sociale effective que celle capable de renouer historiquement avec l'idée originelle et bafouée du communisme : faire communauté libre¹. »

C'est, pensons-nous, et ce quel que soit le point d'aboutissement de ce mouvement incontrôlable et très diffus, ce qui se passe sous nos yeux : une sorte de métamorphose d'imaginaire où, pour la première fois depuis très, très longtemps, ceux d'en bas s'inventent, par eux-mêmes et pour eux-mêmes, des pratiques massives d'action directe qui ne sont pas sans lien avec la très ancienne histoire des révoltes populaires. Pourtant, dans les rangs théoriciens de la critique (critique), l'analyse de ce mouvement continue de susciter condescendance ou pur mépris². Au nom d'une vision « de classe » aussi invariante que pétrifiée, au nom de certitudes infiniment déclinées sur la « crise du procès de valorisation », les « théoriciens » du surplomb arrogant donnent dans l'autocélébration de leurs vérités premières avec la même conviction, surjouée, que les insurrectionnistes et apparentés donnent, eux, dans l'infinie célébration de l'esthétique de l'émeute. Au fond, le dédain et l'exaltation ont aussi peu d'effets sur le mouvement lui-même. Ils ne disent qu'une évidente inadaptation des avant-gardes à saisir autre chose que leurs purs fantasmes.

C'est une autre méthode³ qui nous anime : comprendre, jusque dans ses contradictions et ses insuffisances, ce qui se joue d'essentiel dans ce mouvement parfaitement inédit. Les trois textes que nous re prenons ici y contribuent. Ils émanent directement, pour deux d'entre eux, de Gilets jaunes (gascons et meusiens). Le troisième, repris du site « Un autre futur », est de Pierre Bance, communaliste libertaire. Il tente de penser en quoi ce chemin des métamorphoses peut ouvrir la perspective à d'authentiques convergences émancipatrices. Ce que semble d'ailleurs confirmer la toute récente mise en mouvement, potentiellement porteuse d'inventivité, de lycéens opposés à Parcoursup.

– À contretemps. –

¹ « D'une printanière "insurgence" » (Freddy Gomez) [<http://acontretemps.org/spip.php?article666>].

² On en trouvera un exemple archétypal en survolant le long pensum de Clément Homs intitulé « La gauche, les "gilets jaunes" et la crise de la forme-sujet. Notes au sujet d'un mouvement en cours » et disponible sur le site de la « critique de la valeur », qu'on peut juger globalement déconnecté de toute réalité sociale concrète [<http://www.palim-psao.fr/2018/11/la-gauche-les-gilets-jaunes-et-la-crise-de-la-forme-sujet.notes-au-sujet-d-un-mouvement-en-cours-par-clement-homs.html>].

³ La même que nous retrouvons dans un texte émanant du groupe-revue *Temps critiques* – « Sur le mouvement des Gilets jaunes » –, consultable sur [<http://www.mondialisme.org/spip.php?article2720>].

« Macron démission ! » Oui, et après ?

Si c'est pour mettre à sa place un autre oligarque, un autre homme ou une femme providentiels qui assouvira ses obsessions narcissiques et ses fantasmes de puissance en prétendant nous représenter, à quoi bon battre le pavé dans le froid et sous la pluie ? Quand une majorité de citoyens ne veulent plus payer l'impôt et expriment leur défiance envers les « corps intermédiaires » (partis, syndicats, associations...) qui les grugent depuis des décennies, quand l'abstention devient le parti majoritaire, quand des centaines de milliers de Français bloquent leur pays pour réclamer la démission du chef de l'État, c'est bien que l'actuelle « démocratie représentative » (qui n'a plus de démocratie que le nom) est en faillite. Nous devons retrouver notre souveraineté en inventant d'autres formes d'organisation.

La grande force de notre mouvement, qui inquiète nos élites, c'est d'avoir su résister à toute forme de récupération politique, syndicale, ou par le biais de porte-parole autoproclamés qui cherchent la lumière des projecteurs. Pour que cela perdure, nous devons également faire en sorte que nos représentants nous représentent vraiment. De notre côté, nous ne voulons pas d'un monde *sans contact* et nous méfions de la vogue de ces nouvelles technologies de communication qui nous rendent dépendants donc vulnérables, et qui gonflent l'effrayante facture énergétique et environnementale du numérique. Rien ne remplace le contact humain *direct*, dans les réjouissances comme dans le débat.

Nous voudrions rappeler quelques modalités de *démocratie directe* qui devraient présider à l'organisation de notre mouvement, et par extension à celle de notre future démocratie. Elles ne sont pas nouvelles puisqu'elles ont été pensées et mises en œuvre à Athènes il y a plus de 2500 ans, et appliquées sous différentes formes par des communautés d'habitants au Moyen Âge en Europe, pendant les révolutions française, anglaise ou américaine, la Commune de Paris, les conseils russes de 1905, la révolution espagnole de 1936, l'insurrection hongroise de 1956, et aujourd'hui au Chiapas ou dans le Rojava.

- *L'assemblée générale* : au niveau local, celui du quartier ou de la commune, c'est au peuple assemblé, et non à quelques élus, de débattre et de décider des affaires qui le concernent, et d'élire les citoyens qui le représenteront au niveau régional et national.

- *Le tirage au sort* : les candidats aux élections régionales ou nationales, comme les conseillers municipaux, seront tirés au sort parmi les citoyens pour assurer une juste représentation de toutes les catégories sociales, et la mise à l'écart des assoiffés de pouvoir.

- *Le mandat unique* : la représentation du peuple n'est pas une carrière et nos représentants doivent être concentrés sur leur tâche plutôt que sur leur réélection.

- *Le mandat impératif* : un élu ne peut qu'exécuter les décisions pour lesquelles il a été expressément mandaté par les assemblées citoyennes, et rien d'autre.

- *La révocabilité* : tout représentant doit pouvoir être démis de ses fonctions à tout moment, par vote de ceux qu'il représente, s'il trahit le mandat pour lequel il a été élu.

- *La rotation des tâches* : des plus ingrates aux plus gratifiantes, tout le monde participe.

Les Gilets jaunes ne doivent pas devenir un parti ou un syndicat de plus. La politique n'est pas un travail de spécialistes mais l'engagement d'individus autonomes qui forment un peuple : la démocratie directe suppose l'élaboration d'une éducation véritable et exigeante pour former de tels individus. Ce projet requiert, pour permettre l'implication de tous, ce temps libre qui nous manque tant pour faire socié-

té : il faudra l'arracher au quotidien (travail, transport, loisirs abrutissants, etc.). Le colossal défi d'élaborer une démocratie directe semble plus abordable lorsqu'il est pensé *d'abord au niveau local*, avant de se fédérer à des niveaux supérieurs.

Ce n'est qu'à la condition de faire revivre, ici et maintenant, les principes démocratiques hérités de l'histoire des peuples, tout en bloquant ce système de production-consommation démentiel (pourquoi ne pas appeler à un boycott commercial et solidaire des fêtes de fin d'année ?), que nous reprendrons la main sur nos existences, nous laissant ainsi une chance de transmettre à nos enfants une Terre habitable et la possibilité d'y grandir dignement.

Des Gilets jaunes gascons,
le 28 novembre 2018.



Appel de Commercy

Depuis près de deux semaines le mouvement des gilets jaunes a mis des centaines de milliers de personnes dans les rues partout en France, souvent pour la première fois. Le prix du carburant a été la goutte de gasoil qui a mis le feu à la plaine. La souffrance, le ras-le-bol, et l'injustice n'ont jamais été aussi répandus. Maintenant, partout dans le pays, des centaines de groupes locaux s'organisent entre eux, avec des manières de faire différentes à chaque fois.

Ici à Commercy, en Meuse, nous fonctionnons depuis le début avec des assemblées populaires quotidiennes, où chaque personne participe à égalité. Nous avons organisé des blocages de la ville, des stations-service et des barrages filtrants. Dans la foulée nous avons construit une cabane sur la place centrale. Nous nous y retrouvons tous les jours pour nous organiser, décider des prochaines actions, dialoguer avec les gens, et accueillir celles et ceux qui rejoignent le mouvement. Nous organisons aussi des « soupes solidaires » pour vivre des beaux moments ensemble et apprendre à nous connaître. En toute égalité.

Mais voilà que le gouvernement, et certaines franges du mouvement, nous proposent de nommer des représentants par région ! C'est-à-dire quelques personnes qui deviendraient les seuls « interlocuteurs » des pouvoirs publics et résumeraient notre diversité.

Mais nous ne voulons pas de « représentants » qui finiraient forcément par parler à notre place !

À quoi bon ? À Commercy, une délégation ponctuelle a rencontré le sous-préfet ; dans les grandes villes d'autres ont rencontré directement le préfet : ceux-ci font DÉJÀ remonter notre colère et nos revendications. Ils savent DÉJÀ qu'on est déterminés à en finir avec ce président haï, ce gouvernement détestable, et le système pourri qu'ils incarnent !

Et c'est bien ça qui fait peur au gouvernement ! Car il sait que, s'il commence à céder sur les taxes et sur les carburants, il devra aussi reculer sur les retraites, les chômeurs, le statut des fonctionnaires, et tout le reste ! Il sait aussi TRÈS BIEN qu'il risque d'intensifier UN MOUVEMENT GÉNÉRALISÉ CONTRE LE SYSTÈME !

Ce n'est pas pour mieux comprendre notre colère et nos revendications que le gouvernement veut des « représentants » : c'est pour nous encadrer et nous enterrer ! Comme avec les directions syndicales, il cherche des intermédiaires, des gens avec qui il pourrait négocier. Sur qui il pourra mettre la pression pour apaiser

l'éruption. Des gens qu'il pourra ensuite récupérer et pousser à diviser le mouvement pour l'enterrer.

Mais c'est sans compter sur la force et l'intelligence de notre mouvement. C'est sans compter qu'on est bien en train de réfléchir, de s'organiser, de faire évoluer nos actions, qui leur foutent tellement la trouille, et d'amplifier le mouvement !

Et puis surtout, c'est sans compter qu'il y a une chose très importante, que partout le mouvement des Gilets jaunes réclame, sous diverses formes, bien au-delà du pouvoir d'achat ! Cette chose, c'est le pouvoir au peuple, par le peuple, pour le peuple. C'est un système nouveau où « ceux qui ne sont rien » comme ils disent avec mépris reprennent le pouvoir sur tous ceux qui se gavent, sur les dirigeants et sur les puissances de l'argent. C'est l'égalité. C'est la justice. C'est la liberté. Voilà ce que nous voulons ! Et ça part de la base !

Si on nomme des « représentants » et des « porte-parole », ça finira par nous rendre passifs. Pire : on aura vite fait de reproduire le système et fonctionner de haut en bas, comme les crapules qui nous dirigent. Ces soi-disant « représentants du peuple » qui s'en mettent plein les poches, qui font des lois qui nous pourrissent la vie et qui servent les intérêts des ultra-riches !

Ne mettons pas le doigt dans l'engrenage de la représentation et de la récupération. Ce n'est pas le moment de confier notre parole à une petite poignée [d'entre nous], même s'ils semblent honnêtes. Qu'ils nous écoutent tous ou qu'ils n'écoutent personne !

Depuis Commercy, nous appelons donc à créer partout en France des comités populaires, qui fonctionnent en assemblées générales régulières. Des endroits où la parole se libère, où on ose s'exprimer, s'entraîner, s'entraider. Si délégués il doit y avoir, c'est au niveau de chaque comité populaire local de Gilets jaunes, au plus près de la parole du peuple. Avec des mandats impératifs, révocables, et tournants. Avec de la transparence. Avec de la confiance.

Nous appelons aussi à ce que les centaines de groupes de Gilets jaunes se dotent d'une cabane comme à Commercy, ou d'une « maison du peuple » comme à Saint-Nazaire, bref, d'un lieu de ralliement et d'organisation ! Et qu'ils se coordonnent entre eux, au niveau local et départemental, en toute égalité !

C'est comme ça qu'on va gagner, parce que ça, là haut, ils n'ont pas l'habitude de le gérer ! Et ça leur fait très peur.

Nous ne nous laisserons pas diriger. Nous ne nous laisserons pas diviser et récupérer.

Non aux représentants et aux porte-parole autoproclamés ! Reprenons le pouvoir sur nos vies ! Vive les Gilets jaunes dans leur diversité !

VIVE LE POUVOIR AU PEUPLE, PAR LE PEUPLE, POUR LE PEUPLE !

Si vous vous retrouvez dans les bases de cet appel chez vous, dans votre groupe local de Gilets jaunes, ou autres, contactez-nous sur giletsjaunescommercy@gmail.com et coordonnons-nous sur la base d'assemblées populaires et égalitaires !

Les Gilets jaunes de Commercy,
le 2 décembre 2018.

L'heure de la commune des communes a sonné !

La spontanéité du mouvement des Gilets jaunes, son hétérogénéité désarçonnant, peuvent faire craindre des dérives sans que personne ne sache lesquelles. Est-ce une raison pour que ceux qui en appellent au peuple à tout bout de champ, militants de gauche, libertaires, syndicalistes se tiennent sur le trottoir quand ce peuple prend ses affaires en main ? Qui, en 1789, disait que les révoltes des paysans aboutiraient à la République ?

Partis socialistes et syndicats ouvriers, apparus pour résister au capitalisme du XIX^e et du XX^e siècle, industriel et bourgeois, pétrifiés par trop de fréquentations institutionnelles, ne sont plus en mesure de répondre à la puissance du néolibéralisme du XXI^e siècle, numérique et financier. Sur la défensive, accumulant les échecs, sans imagination, ils tuent leur promesse de vie meilleure. Cet espoir, encore confus, de justice, de liberté, d'égalité et de solidarité, n'est-il pas porté aujourd'hui par ceux qui ne veulent pas du nouveau monde de Macron ?

Les sans-culottes de 2018 ne supportent plus la morgue d'un pouvoir vantant la réussite individuelle pour justifier l'inégalité, méprisant ceux qui ne s'en sortent pas tous seuls, protégeant les riches et pressurant les autres. Voilà un président de la République qui se croit majesté qui, pour alimenter sa folle politique d'ajustements structurels aux besoins de la banque et aux impératifs marchands de l'Union européenne, recourt à l'impôt comme au bon vieux temps de la gabelle. Mais devant des rassemblements de citoyens pacifiques demandant – seulement – un changement de politique, le pouvoir arrogant prend peur, s'enferme dans ses châteaux-forts. Pour toute réponse, il cherche la division, les gentils contre les casseurs ; tient un discours complotiste : plus que les Black Blocks, l'ultra-droite fera l'affaire pour justifier l'envoi des hallebardiers chargés de ramener l'ordre jupitérien. S'étonne-t-il que les Gilets jaunes rhabillent le roi Soleil en Louis XVI et demandent sa démission, pas encore sa tête ? Ouf ! L'ordre est rétabli, la marchandisation et la pollution ont repris les Champs-Élysées. Demain y défileront les militaires pour célébrer l'Austerlitz macronien ! Les petits marquis du Parlement, encore dégoulinants de trouille, jubilent. Les bureaucrates se rendorment. Vaincus, les Gilets jaunes devront-ils rentrer dans le rang, se taire et continuer de gérer comme ils peuvent les fins de mois ? Leur mouvement est-il condamné à s'éteindre par lassitude et sous la force du droit ? Non, s'ils décident de s'organiser. De s'organiser autrement. De renouer avec la démocratie directe et le fédéralisme des communes autonomes.

D'opinions différentes, d'origines sociales diverses, de statuts professionnels parfois opposés, ils se sont retrouvés pour défendre leur dignité. La précarité des uns fait écho à l'épuisement des autres. Ils ont compris que, malgré leurs différences, ils pouvaient s'entendre, étaient capables d'agir collectivement et de mettre le pouvoir aux abois. Ils ont compris que, laissant de côté ce qui les sépare, ils s'accordaient sur leurs intérêts communs, que leurs soucis quotidiens étaient les mêmes, leur cause aussi. Il faut maintenant pérenniser cette impromptue rencontre des inquiétudes venues des campagnes hallucinées et des villes tentaculaires. Trouver l'équilibration des contraires. Constituer des comités locaux qui s'organisent selon les principes de la démocratie directe : assemblée générale souveraine, mandat impératif et révocable à tout moment, rotation des responsabilités. Ces communes autonomes, conseils municipaux parallèles, porteront la revendication populaire, égalitaire, sociale et écologique. Si elle n'est pas satisfaite, ils tenteront de la mettre en œuvre sans se préoccuper de la représentation légale, quitte à s'affronter au maire et au préfet, à renvoyer le député dans son bocal. Jour après jour, se pensera, pacifiquement, la société émancipée, la société libérée de la domination, de toutes

les dominations. Autant que nécessaire, les communes libres se fédéreront pour partager leur expérience, leur réflexion, prendre en main la gestion des biens communs (écoles, transports, santé, environnement...). Ainsi, l'État, progressivement, sera marginalisé, ses pouvoirs rognés au point de le rendre inutile, jusqu'au jour où il suffira de pousser une dernière fois la pyramide de l'ordre autoritaire pour qu'elle s'écroule. Ce sera long et difficile, mais possible.

J'entends les récriminations. Discours utopistes rétorquent les intellectuels organiques de la droite, rodomontades gauchistes enchaîneront leurs compères de la gauche. Au diable la folie municipaliste, disent les Versaillais. Gare au désordre crient ceux qui pensent, souvent à tort, avoir tout à perdre du changement. Ce n'est pas réalisable, penseront les plus bienveillants, qui aimeraient mais n'y croient pas. Tous ceux-là n'arrivent pas encore à se détacher du cadre de pensée étatique. Attendre, toujours attendre, jusqu'à la fin des temps que les élus, les chefs, les sachants trouvent la solution de ce qu'ils ne cherchent surtout pas : l'émancipation du peuple. Les programmes des politiciens ne sont plus acceptables, les discours de Macron, Castaner et compagnie sur une grande concertation dans les catacombes encore moins, les citoyens doivent prendre leurs affaires en main. Ils sont les seuls à pouvoir imaginer et bâtir la commune des communes sans César, ni tribun. Qu'ils suivent l'appel de Commercy ! Qu'ils le fassent, nom de Dieu !

Pierre BANCE

- À contretemps / Odradek / décembre 2018 -

[<http://acontretemps.org/spip.php?article678>]

